

PERFORMANCE DES POLITIQUES SOCIALES EN EUROPE

COMPOSITION DU GROUPE DE TRAVAIL

Rapporteurs (désignés le 12 janvier 2011)	Michel Heinrich (UMP) – Régis Juanico (SRC)
Membres du CEC	Pierre Méhaignerie (UMP) - Jean Mallot (SRC)
Membres désignés par les commissions	
– Affaires culturelles	Régis Juanico (SRC)
– Affaires européennes	Anne Grommerch (UMP) – Régis Juanico (SRC)
– Affaires sociales	Michel Heinrich (UMP)

TRAVAUX

(à jour au 10 février 2012)

Auditions et réunions du groupe de travail :

– Mme Anne Duthilleul, membre de la Commission de régulation de l'énergie, ancien membre du Conseil économique, social et environnemental (CESE) de 2004 à 2010, au titre de son rapport au nom de la Délégation pour l'Union européenne du CESE sur le *Suivi de la situation de la France au regard des indicateurs de Lisbonne* (18 janvier 2011).

– Mme Isabelle Joumard, économiste principale, et M. Peter Hoeller, chef de la division d'économie publique à l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE), sur le rapport *Systèmes de santé : efficacité et politiques* de novembre 2010 (18 janvier 2011).

– M. Laurent Caussat, sous-directeur des études et des prévisions financières, et Mme Charlotte Lespagnol, chef de la mission des programmes de qualité et d'efficacité à la Direction de la sécurité sociale (DSS) (1^{er} février 2011).

– Mme Annie Fouquet, inspectrice générale des affaires sociales, ancienne présidente de la Société française de l'évaluation (1^{er} février 2011).

– M. Vincent Chriqui, directeur général, et M. Sylvain Lemoine, chef du département des questions sociales, du Centre d'analyse stratégique (8 février 2011).

– Mme Monika Queisser, chef de la division des politiques sociales au sein de la direction pour l'emploi, le travail et les affaires sociales de l'OCDE, et M. Stéphane Carcillo, économiste à l'OCDE, maître de conférences en sciences économiques à l'Université Paris I – Panthéon-Sorbonne (15 février 2011).

– Mme Anne-Marie Brocas, directrice de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, et M. Olivier Bontout, adjoint à la sous-direction de la synthèse, des études économiques et des évaluations, du ministère du travail, de l'emploi et de la santé (15 février 2011).

– Mme Christine Erhel, chercheuse au Centre d'études de l'emploi (CEE), maître de conférences à l'université Paris I, chercheuse associée au Centre d'économie de la Sorbonne (8 mars 2011).

– M. Jérôme Vignon, président de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Onpes) (15 mars 2011).

– M. Olivier Thévenon, économiste à la division des politiques sociales à l'OCDE et à l'Institut national des études démographiques (Ined) (12 avril 2011).

– M. Jean-Claude Barbier, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (12 avril 2011).

– M. Claude Martin, directeur de recherche au CNRS, directeur du Centre de recherche sur l'action politique en Europe (Crape) et titulaire de la chaire « Lien social et santé » à l'École des hautes études en santé publique (EHESP) (13 avril 2011).

– M. Nicolas Grivel, responsable de la mission Appui, ressources et stratégie des agences régionales de santé au secrétariat général des ministères chargés des affaires sociales, et Mme Nathalie Georges, sur le rapport conjoint d'octobre 2007 du Centre d'études de l'emploi (CEE) et de l'Igas sur *Les prestations et services d'accompagnement des demandeurs d'emploi. Comparaisons internationales : Suède, Pays-Bas et Royaume-Uni* (3 mai 2011).

– Mme Véronique Hespel, inspectrice générale des finances, et M. Pierre-Emmanuel Lecerf, inspecteur des finances, auteurs de *l'Étude comparative des effectifs des services publics de l'emploi en France, en Allemagne et au Royaume-Uni* (11 mai 2011).

– M. Philippe Askenazy, économiste, chercheur au CNRS, membre du Centre pour la recherche économique et ses applications (Cepremap) et professeur associé à l'École d'économie de Paris (17 mai 2011).

– M. Jean-Louis Walter, médiateur de Pôle Emploi (24 mai 2011).

– Mme Annie Gauvin, directrice des études, des évaluations et des affaires internationales à Pôle Emploi (24 mai 2011).

– M. Bertrand Fragonard, président délégué du Haut conseil de la famille, et M. Gauthier Maigne, secrétaire général (25 mai 2011).

– Audition, sous forme de table ronde, d'une délégation des représentants du personnel de Pôle emploi, composée de Mmes Bernadette Billet et Sandrine Etienne, de la Confédération française démocratique du travail (CFDT), de M. Frédéric-Paul Martin, de la Confédération française de l'encadrement et de la Confédération générale des cadres (CFE-CGC), de M. Vincent Strobel, de la Confédération générale du travail (CGT), de M. Yann Renaud, de la CGT - Force ouvrière (FO), de Mme Sylvette Uzan-Chomat et de M. Noël Dauce du Syndicat national unitaire (SNU) (21 juin 2011).

– Mme Christine Kelly, présidente de la fondation K d'urgences, membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (28 juin 2011).

– M. Jérôme Ballarin, président de l'Observatoire de la parentalité en entreprise (OPE), membre du Haut conseil de la famille et de l'Observatoire de la parité entre les femmes et les hommes, président de 1762 Consultants (28 juin 2011).

– M. Cyrille Quertier, chef de service de l'appui stratégique au développement du réseau, et de Mme Anita Tostivint, spécialiste de la parentalité au centre national d'information sur les droits des femmes et des familles (CNIDFF) (12 juillet 2011).

– M. Hervé Drouet, directeur général de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) et Mme Patricia Chantin, responsable des relations avec le Parlement (12 juillet 2011).

– Mme Marie-Claire Carrère-Gée, présidente du Conseil d'orientation pour l'emploi (COE), et de M. Louis-Paul Pelé, secrétaire général (6 septembre 2011).

– M. Martin Hirsch, président de l'Agence du service civique, ancien président d'Emmaüs France et de l'Agence nouvelle des solidarités actives, ancien Haut-commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté (6 septembre 2011).

– Mme Jeanne Fagnani, directrice de recherche émérite au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et consultante auprès de l'OCDE (7 septembre 2011).

– M. Jean-Denis Combrexelle, directeur général du travail, M. Jean-Henri Pyronnet, adjoint à la sous-directrice des relations individuelles et collectives du travail et Mme Marie-Soline Chomel, chef de la mission études, Europe et international (14 septembre 2011).

– Mme Brigitte Grésy, inspectrice générale des affaires sociales, auteure du *Rapport sur l'égal accès des hommes et des femmes aux responsabilités professionnelles et familiales de juin 2011* (14 septembre 2011).

– Audition, sous forme de table ronde, d'une délégation des représentants d'associations de demandeurs d'emploi, avec M. Alain Marcu, représentant l'association AC ! Agir ensemble contre le chômage, M. Laurent Delavigne, représentant le Mouvement national des chômeurs et précaires, M. Yves Barraud, président de l'association Alternatives pour une nouvelle économie de l'emploi et Mme Sophie Hancart, responsable du site www.actuchomage.org, et M. Patrick Boulte, responsable de l'association Solidarités nouvelles face au chômage (14 septembre 2011).

– M. Francis Kramarz, directeur du Centre de recherche en économie et statistique (Crest) (14 septembre 2011).

– Mme Olga Trostiansky, adjointe au maire de Paris, chargée de la solidarité, de la famille et de la lutte contre l'exclusion (20 septembre 2011).

– M. Antoine Magnier, directeur de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), et Mme Béatrice Sédillot, adjointe, au ministère du travail, de l'emploi et de la santé (21 septembre 2011).

– Mme Isabelle Eynaud-Chevalier, chef de service des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle au ministère de l'emploi et de la santé (DGEFP), et M. Marc-Antoine Estrade, chef du département synthèse (21 septembre 2011).

– Mme Anne Eydoux, professeur à l'Université de Rennes 2, chercheuse associée au Centre d'études de l'emploi (28 septembre 2011).

– M. Jean-Baptiste Obéniche, directeur général de l'Agence nationale d'amélioration des conditions de travail (ANACT), et Mme Pascale Levet, directrice technique et scientifique (28 septembre 2011).

– M. Christian Charpy, directeur général de Pôle Emploi (4 octobre 2011).

– Audition, sous forme de table ronde sur la pauvreté en France et en Europe, de : Mme Françoise Coré, du Pôle politique d'ATD Quart Monde, M. Mathieu Angotti, directeur général de la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (Fnars), Mme Armelle de Guibert, directrice de l'antenne grande pauvreté, de l'association des Petits Frères des Pauvres, M. Bruno Grouès, conseiller technique du pôle de lutte contre l'exclusion de l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (Uniopss) et M. Pascal Rodier, secrétaire national du Secours populaire (5 octobre 2011).

– Mme Sabine Fourcade, directrice générale de la cohésion sociale (DGCS), au ministère du Travail, de l'emploi et de la santé. (18 octobre 2011).

– Audition, sous forme de table ronde sur la conciliation famille/travail et familles monoparentales, de : Mmes Caroline Kovarsky, déléguée générale de la Fédération française des entreprises de crèches, Sandra Onysko, représentante de l'Union fédérative nationale des associations de familles d'accueil et assistantes maternelles (UFNAFAAM), Mme Karine Métayer, conseillère technique enfance, jeunesse, familles et Mme Christine Attali-Marot, présidente de la commission petite enfance, à l'Uniopss, M. François Fondard, président de l'Union nationale des associations familiales (Unaf), et Mme Claire Ménard, chargée des relations avec le Parlement (25 octobre 2011).

– Audition, sous forme de table ronde sur l'accompagnement des demandeurs d'emploi et la conciliation famille-travail de : M. Gaby Bonnand, secrétaire national de la CFDT chargé de la protection sociale et des questions économiques, président de l'Unedic, et Mme Sophie Mandelbaum, secrétaire confédérale responsable de la délégation femmes à la Confédération française démocratique du travail (CFDT), Mme Françoise Kermorgant, déléguée centrale FO à Pôle Emploi, M. Sébastien Socias, FO Pôle Emploi et Mme Sandra Mitterrand, conseillère technique au secteur Conventions collectives de Force Ouvrière (CGT-FO), M. Yves Razzoli, conseiller confédéral en charge du dossier Emploi (CFTC), M. Christophe Lefevre, délégué national de la Confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres (CFE-CGC), Mme Marie-France Boutroue, conseillère confédérale et M. Rubens Baradji, conseiller technique, Confédération générale du travail (CGT) et Mme Martine Vignau, responsable des politiques familiales de l'Union nationale des syndicats autonomes (Unsa) (26 octobre 2011).

– Séminaire de travail sur la présentation de l'étude comparée annexée au présent rapport sur les politiques d'articulation entre vie familiale et vie professionnelle et les politiques publiques en direction des familles monoparentales dans cinq pays européens (3 novembre 2011), en présence de Mme Anne Eydoux, de M. Claude Martin, de Mme Jeanne Fagnani, de Mme Frédérique Le Prince, chargée de mission au secrétariat général du Haut conseil de la famille, et de Mme Marie-Thérèse Letablier, sociologue, directrice de recherche au CNRS.

Autres travaux :

• Déplacement à Bruxelles (6 juin 2011)

– M. Étienne Grass, conseiller chargé du travail, de l'emploi, de la santé, de l'inclusion sociale et de la coordination du service Emploi, politiques sociales et santé, à la Représentation française de l'Union européenne ;

– Mme Claude Denagtergal, conseillère auprès de la Confédération européenne des syndicats (CSE-ETUC) ;

– Mme Éva Török, chef de cabinet adjoint du commissaire chargé de l’emploi, des affaires sociales et de l’inclusion ;

– M. Koos Richelle, directeur général de l’emploi, des affaires sociales et de l’inclusion, à la Commission européenne.

• **Déplacement à Stockholm (13 et 14 juin 2011)**

– M. Stefan Ackerby, directeur de SKL – association suédoise des communes et des régions ;

– Mme Maria Hemström, chef de l’unité d’analyse, ministère de l’Emploi ;

– Mme Ulrika Hagström, experte au département pour les questions sociales – Syndicat TCO ;

– M. Mats Essemyr, expert au département pour les questions sociales – Syndicat TCO ;

– M. Per Molander, directeur général de l’Inspection de la sécurité sociale ;

– M. Jon Dutrieux, expert au département pour les questions de soutien aux enfants, aux familles et aux handicapés, de l’Inspection de la sécurité sociale ;

– Mme Lövgren, secrétaire générale de l’association *Les Parents remarquables* ;

– Mme Maria Stenberg, députée du Parlement suédois, membre de la commission pour l’Emploi ;

– Mme Annelie Karlsson, députée du Parlement suédois, membre de la commission des Assurances sociales ;

– Mme Gunilla Nordgren, députée du Parlement suédois, membre de la commission des Assurances sociales ;

– Mme Marie Berlin, experte au département d’évaluation et d’analyse du système social, Agence nationale pour les affaires sociales.

• **Déplacement à Londres (18 et 19 juillet 2011)**

– M. Phil Gibby, directeur du *National Audit Office* en charge des “*value for money audits*” concernant le ministère du travail et des retraites ;

– M. Riaz Rahman, analyste senior de l’unité chargée des “*value for money audits*” concernant le ministère du travail et des retraites ;

– M. James Young, analyste senior de l’unité “Société civile et qualité de service” du *National Audit Office* ;

– M. Carl Emmerson, directeur adjoint de l’*Institute for Fiscal Studies* et directeur du programme de recherche sur les impôts directs et la protection sociale ;

– Mme Lorraine Dearden, chercheuse associée, directrice du programme de recherche Éducation, Emploi et Évaluation, *Institute for Fiscal Studies* ;

– Mme Barbara Sianesi, directrice de recherche en économie, programme Éducation, emploi et évaluation, *Institute for Fiscal Studies* ;

– M. Luke Sibieta, chercheur en économie, programme Éducation, emploi et évaluation, *Institute for Fiscal Studies* ;

– Mme Katherine Rake, directrice générale du *Family and Parenting Institute* ;

– M. Peter Grigg, directeur recherche et conseiller politique du *Family and Parenting Institute* ;

– M. Philipp Aylett, chef du secrétariat de la Commission des comptes publics de la Chambre des communes du Parlement britannique ;

– Mme Sinead Lawrence, conseillère politique (salaire, équilibre vie familiale - vie professionnelle, aménagement du temps de travail, contrats de travail), au syndicat d'employeurs *Confederation of British Industry* ;

– Mme Emily Catell, analyste en chef à la division Parentalité et emploi du ministère du travail et des retraites ;

– M. Eamonn Davern, chef de la division des parties prenantes et des usagers du *Jobcentre Plus* ;

– Mme Nicola Smith, responsable des affaires économiques et sociales au *Trade Union Congress* (syndicat de salariés).

• **Déplacement à Berlin (6 et 7 novembre 2011)**

Ministère fédéral de la famille, des personnes âgées, des femmes et de la jeunesse :

– M. Peter Siemund, chargé de la division de la politique internationale de la famille ;

– Mme Kirsten Wendland, chef de la division de l'évaluation des prestations familiales ;

– M. Thomas Metker, chef de la division des questions de politiques familiales ;

– M. Ingo Behnel, directeur de la politique de la famille ;

Confédération des syndicats allemands (DGB) :

– Mme Gabriele Bischoff, directrice des affaires européennes ;

– Mme Christina Stockfisch, de la division des femmes et de l'égalité des sexes ;

– Mme Silke Raab, chargée de la politique de la famille à la division des femmes et de l'égalité des sexes, ;

– M. Johannes Jakob, division de la politique du marché du travail, de la formation continue et du travail intérimaire ;

Agence fédérale du travail (BDA) :

– M. Lars Andresen, chargé de la communication politique ;

Fédération des employeurs allemands (BDA) :

– Mme Julia Kaute, chargée de mission à la division des affaires internationales et européennes ;

– M. Alexander Böhne, chargé de la politique du personnel ;

– M. Torsten Petrak, chargé de la politique du marché du travail.

Travaux du CEC :

- **Réunion du CEC** : examen du rapport d'étape (7 avril 2011).
- **Réunion du CEC** : autorisation de la publication du rapport (15 décembre 2011).

Les comptes rendus des réunions du CEC sont accessibles à partir de la page consacrée au Comité.